

Entretien :

Robert Paxton, historien : “La cicatrice de l’Occupation a du mal à se refermer”

Télérama

Trente ans après sa première publication, reparaît son grand livre “Vichy et les Juifs”. Une version revue et augmentée qui contre implacablement le révisionnisme toujours vivant. Rencontre avec l'historien américain Robert Paxton.

Robert Paxton, professeur d'histoire émérite à Columbia University (New York), est l'auteur de *La France de Vichy*, paru aux éditions du Seuil en 1973, et de *Vichy et les Juifs*, paru en 1981 aux éditions Calmann-Lévy. C'est ce dernier livre que Robert Paxton réédite aujourd'hui (avec Michael R. Marrus), dans une version enrichie et complétée qui tient compte des travaux parus depuis trente ans. Une somme qui fait litière de toutes les formes de révisionnisme qui ne cessent de ressurgir ici ou là.

Entretien.

Qu'est-ce qui vous a conduit à republier, en l'enrichissant, ce livre initialement paru en France en 1981 ?

Le livre était épuisé. En constatant qu'il y avait eu depuis de nombreuses publications sur cette période, et des travaux de haute valeur scientifique, j'ai pensé qu'il serait opportun de le compléter. La période de l'Occupation et le sort des Juifs, est le sujet préféré de nombreux jeunes historiens. J'ai donc voulu remettre mon livre à jour et y incorporer tous ces apports.

Sur quels aspects de cette période estimez-vous que la recherche a progressé ?

Je crois que c'est dans la précision sur l'application des mesures antisémites en France. Nous avions émis l'hypothèse que les mesures avaient bien sûr été appliquées mais, en rédigeant le livre, nous manquions d'informations. Maintenant, nous savons qu'elles ont été appliquées sans hésitation. Pas seulement par les antisémites farouches du Commissariat général aux questions juives, mais aussi par les hauts fonctionnaires qui venaient de la République, estimant que la loi était la loi, qu'il fallait rétablir l'autorité de l'Etat, fonder un nouveau régime et faire une nouvelle France. Cet esprit de renouveau séduisait beaucoup de gens. Même François Mauriac, avant d'entrer dans la Résistance, écrit dans les premières semaines du régime de Vichy que Pétain était la figure rêvée de la civilisation française. L'idée que la France pouvait se renouveler était extrêmement puissante et répandue. Donc, presque à 100 %, les fonctionnaires qui ont servi le nouveau régime, ont tenu à appliquer la loi, pour rétablir l'autorité de l'Etat et mettre en œuvre la politique antisémite de Vichy.

Cette logique de rétablissement de l'Etat va se reproduire à la Libération quand le général de Gaulle, pour éviter aussi la mainmise des Américains sur l'administration française, reconduira des hauts fonctionnaires de Vichy...

Absolument. Il y a d'ailleurs un personnage qui est passé totalement inaperçu dans la première édition : Maurice Lagrange, qui a fait une belle carrière après-guerre mais qui avait occupé un poste important en 1940. Le 16 décembre 1940, une réunion interministérielle s'est tenue à l'hôtel Thermal à Vichy, avec les représentants de dix-

huit ministères et secrétariats d'Etat. Elle était présidée par Maurice Lagrange, chargé de mission au secrétariat général de la présidence du Conseil. Il devait coordonner l'application du statut des Juifs dans tous les ministères. Donc, en préparant la nouvelle édition, j'ai lu les comptes-rendus de réunions des représentants de chaque ministère. Maurice Lagrange y expliquait qu'il ne devait pas y avoir de divergences entre ministères, que tous devaient aller dans la même direction. Ces centaines de pages de comptes-rendus dataient d'avant l'arrivée de Xavier Vallat, en mars 1941, au Commissariat général aux questions juives. Pour moi, c'était une révélation.

— **“L'idée que la France de Vichy a essayé, dès le début, de protéger les Juifs de nationalité française est absurde.” La thèse selon laquelle Pétain et de Gaulle s'accordaient sur un pacte secret, le premier étant le bouclier, le second le glaive, n'est plus tenable.**

En effet, je me suis élevé dès la première édition contre cette thèse du « bouclier ». Et je suis stupéfait qu'aujourd'hui encore, certains tentent de la remettre au goût du jour, comme si elle était insubmersible, et que l'on veuille encore défendre le vieux maréchal au prétexte qu'il n'aurait pas pu, malgré ses efforts, protéger les Français autant qu'il l'aurait voulu et résister aux demandes allemandes. Il y a notamment cette idée absurde que la France de Vichy a essayé, dès le début, de protéger les Juifs de nationalité française.

Idee soutenue par Eric Zémour dans un chapitre qu'il a consacré à cette question, dans son livre *Le Suicide français, qui vous met en cause...*

Oui, mais il n'a pas fait de recherches, il s'est contenté de reprendre les idées du livre d'Alain Michel, *Vichy et la Shoah*, paru en 2012. Position étonnante parce qu'il est évident que le régime de Vichy a voulu réduire le rôle et la place de tous les Juifs, surtout les Juifs de nationalité française comme Léon Blum. Cette thèse du «bouclier» revient sans cesse, mais tous les travaux sérieux l'infirmement. Bien sûr, à l'été 1942, on entre dans une nouvelle phase de radicalisation de la politique allemande. A ce moment-là – ce fut la même chose en Hongrie ou en Roumanie –, il devient gênant pour Vichy de devoir obtempérer aux demandes allemandes à propos du Service du Travail Obligatoire (STO). Les gouvernements ont préféré livrer leurs étrangers. Non pas pour sauver les Juifs, mais pour sauver la face et ne pas montrer au monde qu'ils n'étaient pas entièrement souverains. Vichy a donc tenté de faire partir d'abord les étrangers en sachant parfaitement, parce que les Allemands ne cessaient de le rappeler, que tout le monde devait partir. Il n'y a jamais eu le moindre accord, entre Pierre Laval et l'ambassadeur Otto Abetz ou le général SS Carl-Albrecht Oberg, pour protéger les Français.

Quand Pétain arrive au pouvoir en 1940, on oublie souvent son itinéraire politique : il avait été ambassadeur auprès des autorités franquistes espagnoles. Et le premier statut des Juifs date d'octobre 1940. La politique antisémite ne naît pas ex nihilo ?

Non, en effet. Les lois antisémites sont encore plus anciennes. Avant même l'annulation en octobre 1940 du décret Crémieux qui, en 1870, avait accordé la citoyenneté française aux Juifs d'Algérie, d'autres lois avaient disposé que, pour être haut fonctionnaire ou magistrat, il fallait être fils de citoyen français. Ce n'était pas spécifiquement antisémite, mais on comprend bien que ce n'était pas dirigé contre les Uruguayens... C'étaient bien les Juifs qui étaient visés dans ces lois. Dans les années 1930, les médecins étaient particulièrement hostiles aux étrangers, et leurs collègues,

médecins juifs arrivant d'Allemagne, pourtant très qualifiés, étaient perçus comme des concurrents indésirables.

Quand on lit par exemple le Journal de Maurice Garçon (éd. Les Belles Lettres, Fayard, 2015), on se rend compte que cet avocat, qui était culturellement antisémite, s'insurge pourtant contre le sort réservé aux Juifs pendant l'Occupation, du moins à partir de 1942. La notion d'antisémitisme semble très poreuse, et n'implique pas forcément une adhésion politique infaillible...

Je suis tout à fait d'accord. Elle est effectivement fluctuante. Dans les années 1920, l'antisémitisme n'est pas très virulent en France. J'ai pris un plaisir particulier à observer que, dans ces années-là, il n'y avait pas de professeurs juifs dans les grandes universités américaines, tandis qu'en France, on trouve un grand nombre de professeurs distingués comme Marc Bloch ou Henri Bergson. On pourrait presque dire que la France des années 1920 est moins antisémite que les Etats-Unis. Mais, dès les années 1930, avec le chômage, la crainte de l'affaiblissement de la culture française, la perspective de la guerre dont on rendait les Juifs responsables, on entendait scander « Plutôt Hitler que Blum ! ».

Ne pensez-vous pas que le procès du maréchal Pétain, qui s'ouvre en juillet 1945, a été en partie responsable des ambiguïtés sur cette période ? Il y avait surtout été question de la légitimité du gouvernement à signer l'armistice, mais les vrais problèmes portant sur la nature du régime de Vichy n'avaient pas été au centre des débats.

Ce problème se rencontre dans beaucoup de procès de l'époque. Au début des années cinquante, j'avais rencontré Robert Aron qui, avec Georgette Elgey, avait publié son livre *Histoire de Vichy, 1940-1944*. Il m'avait reçu très gentiment et m'avait dirigé sur Henri Noguères, qui était le fils de Louis Noguères, ancien résistant, qui avait été président de la Haute Cour de justice chargée des procès d'épuration contre les ministres et hauts fonctionnaires du régime de Vichy. Et donc j'ai compris que Robert Aron avait fait principalement ses recherches en étudiant les procès. Mais dans ces procès, le procureur accusait les ministres d' « intelligences avec une puissance étrangère », selon l'article 75 du Code pénal. On voulait donc pointer l'importance de la responsabilité allemande, comme si toutes les initiatives étaient uniquement venues du IIIe Reich. Donc, sans en être tout à fait conscient, Robert Aron a été influencé par le contexte et ce qu'on pourrait appeler l'univers mental des procès. Il s'agissait de prouver qu'un crime avait été commis. Ces procès ont donc dévié l'histoire en mettant tout le poids sur la responsabilité allemande.

Avez-vous l'impression, pour reprendre l'expression de Henry Rousso et Eric Conan, que Vichy reste un « passé qui ne passe pas » ?

Bien sûr. C'est comme l'esclavage ou le sort des Indiens aux Etats-Unis. C'est là, ça fait partie du passé, et dès qu'on cherche à enseigner une histoire du pays, on doit faire face à la question : va-t-on expliquer aux enfants qu'on a eu des périodes sombres dans notre histoire ou doit-on privilégier une image édulcorée de cette histoire ? Dans les périodes de crise, on est plutôt à la recherche d'une histoire positive, mais la cicatrice de l'Occupation a du mal à se refermer.

En quoi l'année 1942 est-elle décisive ?

Il y a plusieurs grands tournants. En juin 1941 d'abord, avec l'invasion de l'Union soviétique par les troupes allemandes qui se trouvent engagées dans une guerre

longue dans un pays immense. Hitler doit donc drainer de la France tous les hommes valides, n'y laisser qu'une équipe squelettique et passer la main aux autorités françaises, c'était son idée d'origine. Le parti communiste français entre alors dans la Résistance, le régime devient beaucoup plus répressif. La bataille qui s'engage à Stalingrad commence en juillet 1942. En novembre, les Alliés débarquent en Afrique du Nord, c'est l'opération Torch. Et c'est ensuite la Solution finale.

Les historiens de la Shoah montrent que cette phase naît de deux déceptions : la faillite en Union soviétique, donc en automne 1941, et l'entrée des Américains dans la guerre le 8 décembre. Union soviétique et Etats-Unis étaient, pour Hitler, les deux puissances juives, et donc il déclenche la guerre à mort contre les Juifs. On suppose donc que, à l'automne 1941, la Solution finale est décidée. Début 1942, à la conférence de Wannsee, le 20 janvier, la politique d'extermination des Juifs va être appliquée.

Et les Allemands commencent par l'Ouest. Mars 1942, le premier train de déportation part et en mai-juin, il faut remplir les convois à un rythme régulier. Il y a la grande rafle du Vel d'Hiv' en juillet 1942 et aussi, celles qu'on oublie, les rafles d'août 1942 en zone non-occupée. Monseigneur Saliège les dénonce, avec quelques autres évêques, et un certain nombre de Français commencent à voir les Juifs comme des victimes et non plus comme un problème. Laval revient au pouvoir, les SS prennent le contrôle sur les militaires : 1942 est en effet un tournant à bien des égards.

Que reste-t-il à découvrir et à élucider sur cette période de l'Occupation ?

J'avais l'habitude de dire que, maintenant que les archives sont ouvertes, allemandes, françaises depuis 2008, on pouvait disposer de tous les documents pour les interpréter. Et puis, ce document sur le statut des Juifs est sorti, annoté de la main du maréchal Pétain [NDLR : publié sur le site du Mémorial de la Shoah]. Pétain aurait écrit qu'au lieu de limiter les mesures aux Juifs étrangers, il fallait les étendre à tous les Juifs, y compris donc aux citoyens français. Mais je suis inquiet que personne n'ait pensé à vérifier le papier et l'encre.

On aurait donc tout le matériau disponible, le problème étant désormais dans le questionnement qu'il faut lui appliquer ?

Oui. Dans ma réponse à l'historien Jacques Semelin – l'auteur, en 2013, de *Persécutions et entraides dans la France occupée. Comment 75 % des Juifs ont échappé à la mort* – je posais la question de savoir si, au lieu de compter ceux qui y avaient échappé, on ne pouvait pas inverser le raisonnement et se demander pourquoi tant ont péri, sachant qu'il y avait des opportunités pour cacher les Juifs et les faire passer en Espagne. 25 % des Juifs de France ont été déportés, contre 16 % en Italie, où le régime n'a pas participé aux arrestations. Mussolini n'a jamais livré les Juifs, il faut attendre fin 1943, pour que le gouvernement de Salò y consente. Ce chiffre italien aurait pu être obtenu en France s'il n'y avait pas eu la participation active de la police et de l'administration française.

On a parfois reproché aux historiens anglo-saxons, américains en particulier, de ne travailler que sur des archives, sans comprendre véritablement la mentalité française. C'est le reproche qui avait notamment été formulé contre Herbert Lottman, quand il avait publié son Pétain (éd. du Seuil) en 1984. Est-ce selon vous un argument recevable ?

Non. En France, les historiens étudient la France. En Angleterre ou aux Etats-Unis, la moitié des historiens étudient d'autres pays, notamment ceux d'Amérique latine ou la

Chine à laquelle sont consacrés de formidables travaux. Un Chinois peut évidemment trouver à y redire. Mais on étudie aussi la Grèce antique sans y avoir vécu et plus aucun Grec antique ne peut venir réfuter ce qui est écrit. Entendre qu'on ne peut pas écrire l'histoire d'un pays dont on n'est pas originaire est décourageant. Vu de l'étranger, on peut voir des choses qui ne sont pas toujours visibles du pays en question. Le travail d'un historien est d'entrer dans une culture autant que possible.

Votre compatriote Mark Twain ne s'est pas privé de dire leur fait aux Français et aux Allemands...

Et en termes peu amènes ! Le passé est lui-même un pays étranger. Et si un historien peut entrer dans le XIIIe siècle français, cela suppose qu'il a une certaine empathie et des connaissances sérieuses pour appréhender une culture différente. Quand parfois on me reproche d'écrire sur des choses que je n'ai pas vécues, je réponds en souriant qu'en tant que Sudiste, mon pays a été occupé par des troupes fédérales pendant douze ans après la guerre de Sécession. J'ai été élevé avec les histoires des Yankees qui volaient l'argenterie et brûlaient les maisons. Donc, avec une certaine distance, j'ai vécu une Occupation.

Ce qui est intéressant, c'est de noter que les discours qui sont reçus par les opinions publiques restent un problème toujours contemporain. Prenez l'exemple du Sud des Etats-Unis, aujourd'hui solidement républicain. Tous les gens regardent Fox News qui ne diffuse que des informations qui sont en accord avec leurs opinions politiques. Même si ces informations en question sont totalement fausses. Un grand nombre de gens sont encore persuadés que Barack Obama est musulman. Ils sont imperméables à toute idée contraire. L'affaiblissement des partis est tel que ce ne sont plus les chefs qui choisissent leurs candidats, tout le monde peut y contribuer. On en arrive à des situations où un personnage totalement fou comme Donald Trump peut se présenter. Et il plaît à tous ceux qui sont comme aliénés et qui ne se sentent pas chez eux avec un Noir à la Maison blanche.

Les murs entre les disciplines – anthropologie, géographie, histoire militaire etc... – deviennent perméables...

C'est une bonne chose, je crois que l'anthropologie est la plus utile pour les historiens. Pour comprendre les façons de vivre et de sentir les choses. Beaucoup de livres formidables ont récemment été écrits sur l'expérience de la guerre par les soldats de 1914-1918. Pour la Seconde Guerre mondiale, il est indispensable de comprendre la façon dont les civils ont vécu l'Occupation, les bombardements, la peur de la présence de l'ennemi.

Quel est le document que vous aimeriez trouver ?

J'ai évoqué plus haut le compte-rendu de cette réunion, début décembre 1940, où des hauts fonctionnaires respectables se rassemblent autour d'une table pour coordonner l'application du statut des Juifs. Je trouve ça sidérant parce que nombre d'entre eux n'étaient pas antisémites et de tradition républicaine. Mais ils acceptaient l'idée qu'il y avait trop de Juifs en France. C'est un document qui m'a beaucoup marqué. Mais UN document est dangereux. Il faut toujours le confronter avec d'autres.

Vous êtes né en 1932, avez-vous des souvenirs d'enfance de cette période, aux Etats-Unis ?

Tout à fait. Autrefois, quand on me demandait pourquoi un jeune historien américain s'intéressait à la France, je répondais que, enfant, j'avais été mentalement engagé dans la Seconde Guerre mondiale. Olivier Wieviorka, qui a écrit un excellent livre sur

le débarquement [NDLR : Histoire du débarquement en Normandie, éd. du Seuil, 2014] se trompe, à mon avis, sur un chapitre. Il a étudié les archives médicales des soldats qui ont été traumatisés et qui disaient : pourquoi suis-je ici ? Et Wiewiorka en tire la conclusion, inexacte me semble-t-il, que les Américains n'étaient pas engagés mentalement dans cette guerre. J'ai écrit un article pour réfuter ce point.

Personnellement, j'avais huit ans en 1940, et j'étais complètement mobilisé. On collectait la ferraille, nous étions rationnés avec des tickets. La vie n'était pas normale. J'ai même un souvenir de l'invasion de la Pologne. J'avais sept ans, fin août 1939, nous étions en vacances en Caroline du Nord. C'est la première fois que je voyais la mer et je voulais que mon père m'accompagne pour sauter dans les rouleaux. Mais il était collé à la radio. Ce maudit Hitler m'avait gâché les vacances ! Mon père était propriétaire d'un journal hebdomadaire de la petite ville de Lexington, en Virginie, et il suivait les nouvelles avec beaucoup d'attention. A l'école, nous tenions un journal où l'on suivait les campagnes sur terre et sur mer.

Vous êtes venu à Paris pour la première fois en 1950. La ville vous paraît-elle changée aujourd'hui ?

En 1950, nous avions passé trois semaines, avec ma famille, en Angleterre avant de venir à Paris. Londres était encore un champ de ruines. On disait que Hitler avait visé les églises qui avaient été construites par l'architecte Christopher Wren au XVIIe. Elles avaient toutes été incendiées. A côté, Paris semblait intacte. La ville n'avait été endommagée que par nos bombardements, mais tout avait été reconstruit. En revanche, elle paraissait sale et triste et il y avait encore le rationnement.

Nous aimions la France. Un ami de mes parents était un peintre catalan qui avait étudié aux Beaux-Arts et qui s'était marié avec une femme de notre ville. On pensait que l'Europe était le centre de la civilisation et nous avions d'elle des idées très positives. Quand je me souviens donc de Paris de 1950, ville un peu triste, je suis heureux aujourd'hui de voir des gens qui rient aux terrasses des cafés. Je m'y sens bien.

A lire

Vichy et les Juifs, de Michael R. Marrus et Robert Paxton, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marguerite Delmotte, éd. Calmann-Lévy, 608 p., 27 €.